

**ORIENTATIONS de l'ARCEP**  
**suite à la première phase des travaux d'expérimentation et**  
**d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux en fibre**  
**optique**  
*Réponse du SIDEC du Jura*

L'ARCEP a ouvert une consultation publique du 7 avril au 7 mai 2009 sur le thème des réseaux optiques FTTH.

Le SIDEC du Jura (**S**yndicat **m**ixte **D**'énergie et d'**E**quipements et de e-**C**ommunication) est impliqué depuis 2006 dans la réflexion sur le très haut débit par fibre optique. Pour assurer la continuité des initiatives du Conseil Général du Jura et préparer le passage du haut au très haut débit, le SIDEC élabore actuellement avec le Conseil Général le schéma directeur d'aménagement numérique départemental.

A ce titre, il souhaite apporter son expérience et ses analyses à l'ARCEP, notamment par l'intermédiaire de cette consultation. Le SIDEC se tient néanmoins à la disposition de l'Autorité pour tout échange plus avancé autour de la question de la prise en charge d'un projet FTTH par une collectivité territoriale, et de la problématique de la nécessité pour la France d'accélérer le processus de passage au très haut débit.

**1- L'Autorité invite les acteurs à définir le périmètre correspondant selon eux aux zones très denses, a priori sous la forme d'une liste de villes, ou sur la base de tout autre critère qui leur semblerait pertinent.**

Certains quartiers des grandes villes du Jura<sup>1</sup> peuvent être classés en zone « très dense ». Cependant, leur faible étendue géographique ne permet pas sans doute pas de satisfaire au critère défini par l'ARCEP pour les zones très denses « où il est économiquement possible à plusieurs opérateurs de déployer leurs propres infrastructures, en l'occurrence leurs réseaux de fibre optique, au plus près des logements. En d'autres termes, il est possible qu'il y ait dans ces zones plusieurs réseaux capillaires déployés en parallèle. »

Les collectivités du Jura souhaitent apporter à l'ARCEP un éclairage sur les spécificités de leur territoire et plus largement des espaces ruraux du territoire métropolitain.

Nous comprenons que dans les zones très denses, il faut considérer que :

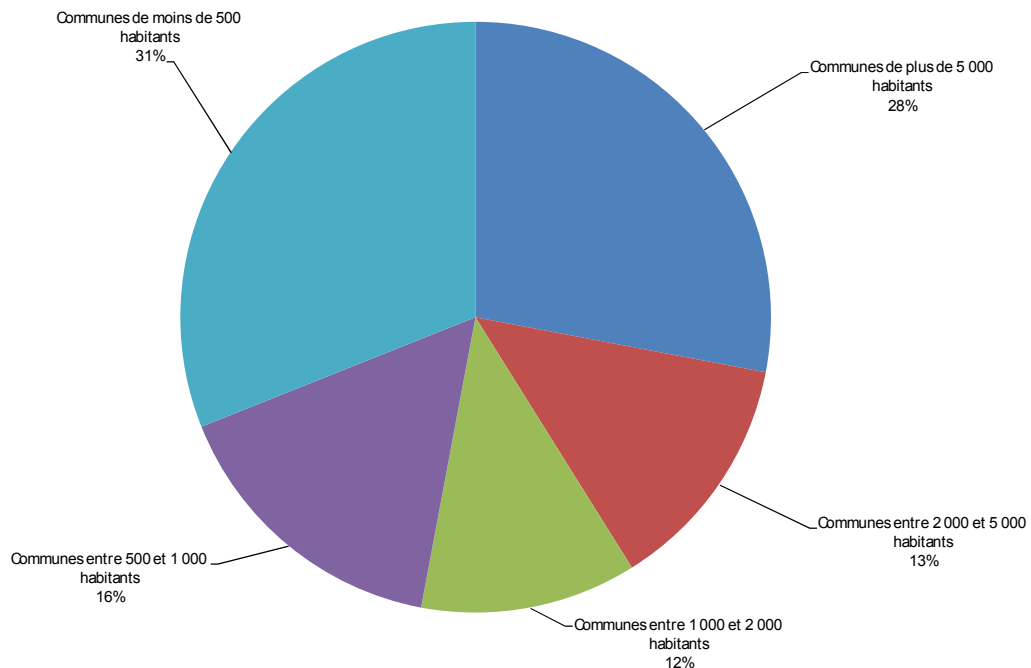
---

<sup>1</sup> Les plus grandes villes du Jura sont Dole : 25 000 habitants ; Lons le Saunier : 18 000 habitants ; Saint Claude : 12 000 habitants ; Champagnole : 9 000 habitants.

- L'ouverture des fourreaux de l'opérateur historique constitue un acte de régulation de nature à faciliter les déploiements des réseaux horizontaux
- La mutualisation des parties verticales des réseaux est de nature à faciliter le déploiement des opérateurs dans les immeubles

Il nous semble que ces deux leviers ne concernent pas le territoire du Jura. Celui-ci se caractérise en effet par une très forte dissémination de la population, comme l'illustre le graphique ci-dessous.

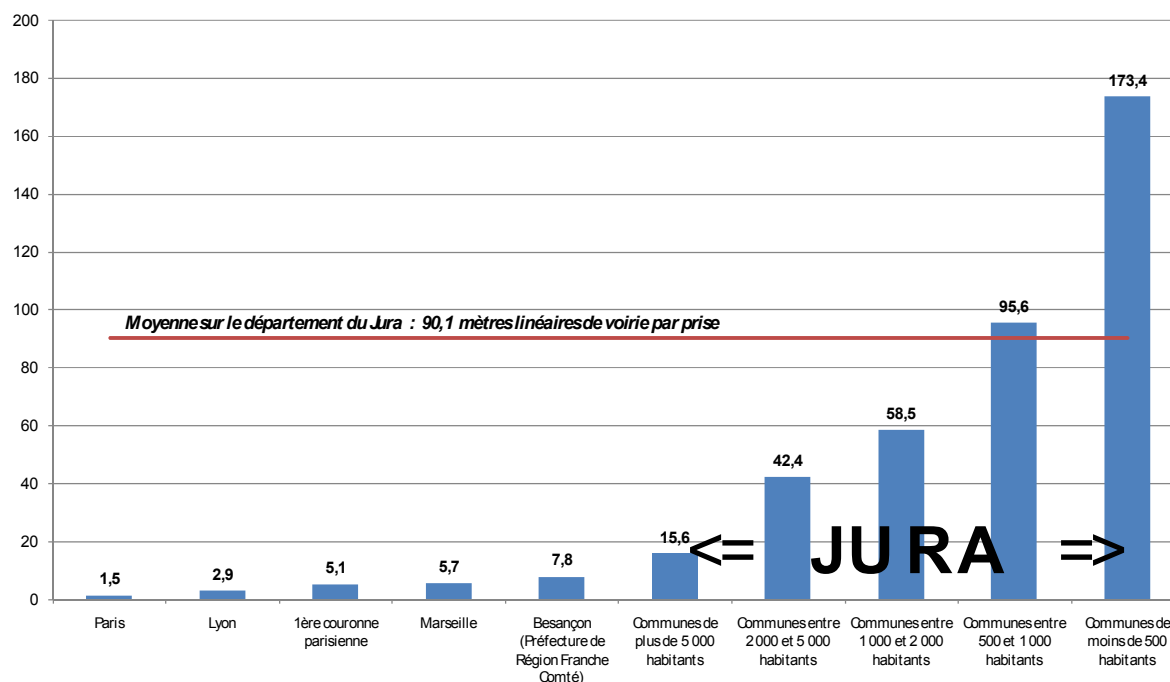
#### Répartition de la population du Jura en fonction de la taille des communes



Ainsi, la proportion de population résidant dans les communes de moins de 500 habitants est plus grande que celle résidant dans les communes dont la population est supérieure à 5 000 habitants.

Concernant la partie horizontale d'un réseau très haut débit, nous proposons l'indicateur décrit ci-dessous, basé sur le calcul du linéaire de voirie nécessaire par prise FTTH. Il permet de comparer les zones les plus denses du territoire métropolitain avec des territoires tels que le Jura.

### Comparaison du linéaire de voirie par prise d'un réseau FTTH (équivalent d'un réseau horizontal) en fonction des territoires concernés



Si l'on applique un coût moyen du mètre linéaire de 30 €, sur notre territoire, la partie horizontale du réseau représenterait entre 450 € et plus de 5 000 € par prise, avec une moyenne d'environ 2 700 € par prise pour la simple partie horizontale.

**De tels coûts sont bien évidemment inenvisageables pour des investisseurs privés déployant en parallèle leurs réseaux, et vont nécessiter au-delà d'une simple mutualisation entre opérateurs, la participation des acteurs publics.**

Quand bien même il peut y exister des quartiers « très denses », des territoires tels que le Jura sont donc nettement moins attractifs que les zones captant spontanément les investissements des opérateurs.

#### **2- L'Autorité invite les acteurs à commenter la démarche de l'Autorité en dehors des zones très denses ainsi que les modalités d'implication des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de la mutualisation.**

Le SDEC invite l'ARCEP à mieux définir l'expression « en dehors des zones très denses ». Cette expression regroupe en effet des cas aussi différents que les zones urbaines à densité moyenne jusqu'aux zones très rurales. Dans la mesure où elle désigne, finalement, la majeure partie du territoire français, l'expression mérite d'être précisée.

De manière générale, le seul jeu des opérateurs privés ne permettra pas de relever le défi de l'aménagement en très haut débit du territoire de la France, majoritairement, on l'a dit, en zone « non très dense ». L'absence d'une politique

nationale publique dans ce domaine entraînera, dans les 10 ans qui viennent, un retard irréversible.

Il est donc à souhaiter qu'une politique volontariste d'aménagement du territoire soit mise en place. Cette politique doit notamment permettre la création rapide d'un fonds de péréquation pour les zones rurales (30 % de la population sur 70 % du territoire), qui permettra d'amorcer un processus de « cercle vertueux » pour l'accès progressif au très haut débit :

- possibilité pour les collectivités publiques locales de lancer la réalisation de projets FTTH (équilibre financier envisageable grâce au fonds de péréquation) ;
- avec garantie de bonne mutualisation grâce à la maîtrise des infrastructures par les collectivités publiques, et donc par ailleurs garantie d'accès sans discrimination aux opérateurs privés.

Cette politique volontariste s'inscrirait parfaitement dans la logique du plan de relance de l'économie nationale et aurait un impact positif sur l'économie locale. L'impact serait immédiat grâce aux travaux générés mais l'investissement bénéficierait aussi à long terme aux territoires grâce à la logique d'aménagement du territoire et d'infrastructures : « l'organe créé la fonction ». Les infrastructures génèreront rapidement une montée en puissance des services et donc de l'économie qui en découle.

Nous souhaitons rappeler que cette logique a été celle qui a garanti au cours des dernières décennies la réussite de l'électrification rurale en France. Le contexte économique d'alors était difficile et tout à fait similaire au notre aujourd'hui. La création du fonds de péréquation (FACE) pour l'électrification en 1936 était empesée par un contexte technique et organisationnel complexe et la présence de nombreux opérateurs privés (EDF n'existait pas encore), mais était requise par les très forts enjeux économiques et d'aménagement du territoire. La logique du FACE devrait donc inspirer la création d'un Fonds d'Amortissement des Charges d'Etablissement des Réseaux de Communications Electroniques (« FACERCE ») permettant la péréquation entre territoires pour leur aménagement numérique.

Les syndicats d'électrification, aujourd'hui syndicats d'énergies, bénéficient de l'expérience du FACE. Leur rôle dans le futur déploiement des réseaux FTTH peut être décisif. A l'instar du SIDEC, ils maîtrisent au quotidien la gestion des réseaux linéaires d'énergie, d'électricité, etc... A cette forte expérience s'ajoute la maîtrise des infrastructures d'électricité qui seront, c'est un impératif économique, associés aux réseaux de câble optique. Plusieurs syndicats installent déjà, de manière courante, des fourreaux télécoms à l'occasion de travaux d'enfouissement des réseaux électriques basse et moyenne tensions. Le déploiement des câbles optiques en aériens sur les infrastructures des réseaux d'électricité commence également dans plusieurs départements grâce, ou à l'initiative de syndicats d'énergies.

Pour en revenir à la question posée, l'ARCEP estime que la mutualisation des infrastructures va s'avérer incontournable en dehors des zones denses. Il ne s'agirait donc plus seulement de mettre en commun la partie verticale (câblage interne des immeubles), mais aussi les parties du réseau comprises entre l'abonné et « un point de mutualisation desservant tout un quartier, voire davantage dans les zones moins

denses ». Ce point de mutualisation devrait donc correspondre au NRO que chaque opérateur se chargerait d'alimenter, mais dont la capillarité serait commune.

L'Autorité s'interroge ensuite : *« comment identifier les quartiers desservis par un même point de mutualisation ? Quelle architecture commune pour ces déploiements ? Quelle répartition des rôles entre les acteurs ? Quelles possibilités de co-investissement dans un réseau commun et sous quelles formes ? »*.

Le cas des zones peu denses invite tout naturellement les collectivités à réaliser tout ou partie des réseaux qu'elle mettrait ensuite à disposition des opérateurs moyennant loyer. Dans ce cas, la collectivité doit s'assurer que les zones desservies par un point de mutualisation (ou NRO) sont les plus larges possibles, permettant la desserte du plus grand nombre d'abonné potentiel. Il en résulte qu'il est nécessaire de procéder à un travail de zonage du territoire, inclus dans le schéma directeur d'aménagement numérique local.

La collectivité devra réaliser les réseaux en tenant également compte des contraintes opérationnelles des différents opérateurs et des conditions de cohabitation. L'ARCEP pourrait définir les modalités à respecter pour réaliser les points de mutualisation adéquats.

**3- L'Autorité invite les acteurs à commenter ces orientations, ainsi que le document « mode opératoire » issu de la première phase des travaux et décrivant un processus possible pour l'exercice de l'option de pose de fibre surnuméraire.**

Cette question concerne les conditions de déploiement de la fibre optique dans les immeubles des zones très denses et renvoie donc à la réponse du SIDEC à la première question.

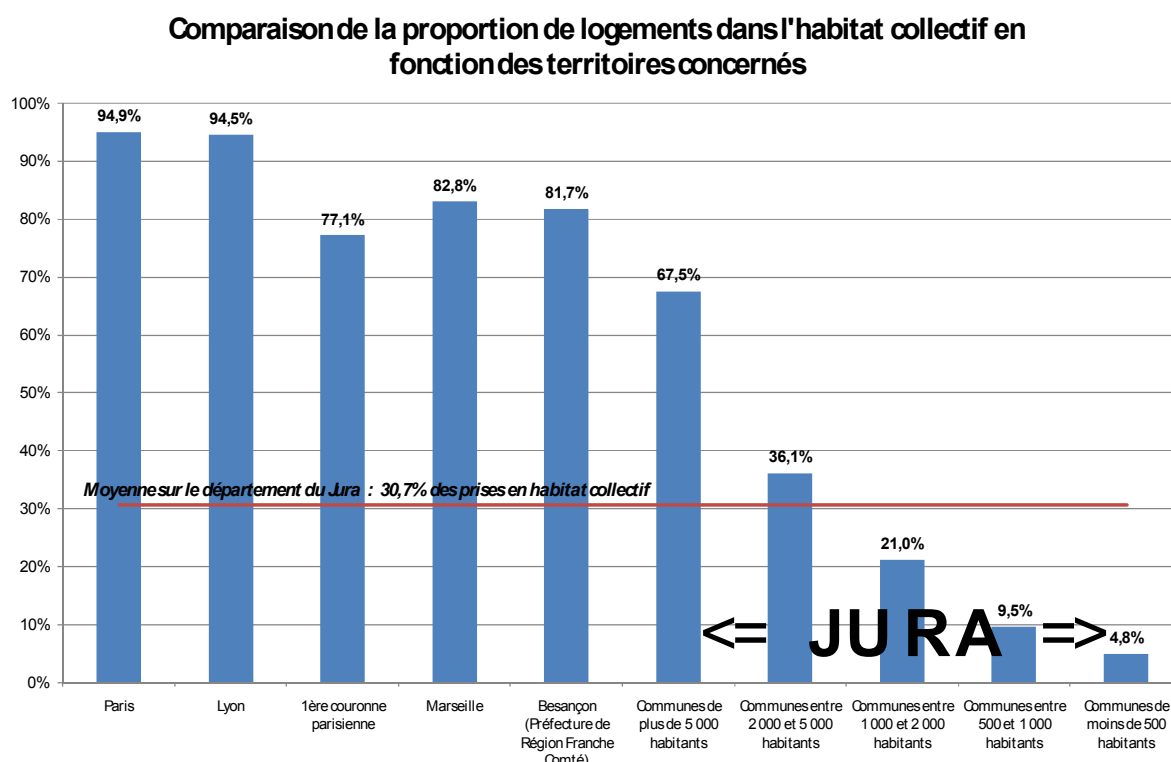
**4- Localisation du point de mutualisation : l'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur les réponses suivantes apportées à la question posée par le législateur :**

- en zones denses, le point de mutualisation peut se situer dans la propriété privée dans le cas d'immeubles raccordés à des égouts visitables ou comportant un nombre minimal de logements, avec un seuil possible de 12 ou de 24 logements.**
- En dehors de ces zones très denses, le point de mutualisation se situe en principe hors de la propriété privée, sauf dans les cas qui pourraient éventuellement être fixés ultérieurement par l'Autorité.**

Nous souhaitons apporter un éclairage sur la structure de l'habitat en fonction des types de communes.

Si l'habitat collectif compose l'essentiel du parc immobilier dans les zones les plus denses du territoire métropolitain, il ne représente que 30% de l'habitat dans un territoire comme le notre.

En complément, d'après les données issues de l'étude de la Caisse des Dépôts et Consignations<sup>2</sup>, la structure du parc immobilier français se caractérise par un poids très important des logements dans des petits immeubles (4 étages ou moins, en moyenne 6 logements). Aussi, les critères évoqués par l'ARCEP de 12 ou 24 logements semblent ignorer la réalité dans l'habitat collectif sur notre territoire. En dehors des communes de plus de 100 000 ménages (11 communes représentant 9% de la population du territoire national), la grande majorité des immeubles est de petite taille. Une mutualisation plus en amont va donc s'avérer nécessaire.



L'ARCEP estime que la mutualisation des infrastructures va s'avérer incontournable en dehors des zones denses. Il ne s'agirait donc plus seulement de mettre en commun la partie verticale (câblage interne des immeubles), mais aussi les parties du réseau comprises entre l'abonné et « un point de mutualisation desservant tout un quartier, voire davantage dans les zones moins denses ».

Nous considérons en effet que sur des territoires ruraux comme le notre, la mutualisation des réseaux doit être vue dans une optique nettement plus large, la boucle locale optique constituant un monopole naturel que les opérateurs pourraient dégroupier, à l'image de la boucle locale cuivre, en accédant à des NRO. En tenant compte des possibilités de ce nouveau support (contraintes moindres que le cuivre sur l'éloignement entre un NRO et l'abonné), il paraît possible, sur des territoires ruraux, de réaliser des NRO regroupant plusieurs milliers de foyers, et donc rentables pour le « dégroupage » par des investisseurs privés.

<sup>2</sup> Analyse de la mise en place d'une nouvelle sous-boucle locale optique (BLO) en France – Septembre 2007

**5- L'Autorité invite les acteurs à commenter le mécanisme proposé au regard des enjeux commerciaux et opérationnels qu'ils identifient dans la fourniture de services à très haut débit et la gestion du réseau interne de l'immeuble.**

Le SDEC n'a pas d'autres remarques ou avis que ceux qui découlent directement des remarques et propositions précédentes.

**6- L'Autorité invite les acteurs à commenter les principes tarifaires proposés et à indiquer s'ils estiment nécessaire de moduler le cas échéant ses modalités d'application en fonction des territoires.**

Le SDEC approuve les propositions formulées par l'ARCEP pour encourager les opérateurs à investir dans les installations déployées sur la partie terminale et favoriser le partage des investissements entre opérateurs dans la partie verticale des réseaux.

Nous nous permettons cependant de faire remarquer qu'il est illusoire de croire que les opérateurs s'entendront : *« il appartiendra aux opérateurs de définir les schémas et les niveaux de tarification adéquats. Ce n'est qu'en cas de contestation des conditions tarifaires d'un opérateur que l'ARCEP pourrait être amenée à intervenir par la suite. »*.

Nous savons que le jeu entre opérateurs privés consiste à retarder au maximum l'arrivée de la concurrence. Dans un contexte de « marché de conquête » (la chasse aux clients à équiper), les opérateurs ne souhaiteront pas mettre de l'énergie dans la recherche d'un consensus commercial qui n'a aujourd'hui pas lieu d'être. Nous invitons donc l'ARCEP à définir dès à présent les règles tarifaires incitant au partage des infrastructures terminales (partie verticale des réseaux FTTH).

L'absence d'une telle volonté et ambition forte de cadrage aboutira inévitablement à des errements et pertes de temps (donc une fois de plus des retards pour la France dans ce domaine), dont la France a déjà fait l'expérience, entre autres au cours de la dernière décennie pour l'accès à l'ADSL.